



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU MERCREDI 19 SEPTEMBRE 2012

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	MM. MONTEYREMARD, ASTRUC
ANJOU	M. ROZIER, Mme FENOY
ASSIEU	MM. MONIN, MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD, M. RONZEL
BOUGE CHAMBALUD	MM. FORCHERON, GALERA
CHANAS	MM. GUERRY, MALATRAIT, BOUCHERAND
LA CHAPELLE DE SURIEU	MM. GIRARD, GONTARD
CHEYSSIEU	MM. BONNETON, COUTURIER
CLONAS SUR VAREZE	Mme BADIN, M. LONGEAN
PEAGE DE ROUSSILLON	Mme MASSON, MM. CHASSAING, GABET (à partir point 2), VILLEMAGNE
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme. DUGUA, M. CONTAMIN
ROUSSILLON	M. BERTHOUD, Mmes DIHL, RICHOUX, XAVIER, MM. BARRIER (à partir point 2), BEDIAT, TAALBA, DUMAS
SABLONS	Mme DI BIN, M. THOMAS
ST ALBAN DU RHONE	MM. JARRET, CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	MM. NEMOZ, MEYRAND
SAINT MAURICE L'EXIL	M. CHARVET, Mme HOLT, MM. CHAVANON, CLOIX, FABBRI, MONDANGE
SAINT PRIM	M. BARRAUD
ST ROMAIN DE SURIEU	M. MOUCHIROUD
SALAISE SUR SANNE	M. CROUAIL, Mme MEDINA, M. VIAL
SONNAY	MM. GELAS, PRAS
VERNIOZ	M. SCHRICKE
VILLE SOUS ANJOU	M. THIVOLLE

EXCUSES AVEC POUVOIR : Mme DAMIAN à Mme MASSON, Mme GUILLON à M. MEYRAND, M. ESSON à M. NEMOZ, M. VINCENDON à M. MOUCHIROUD, Mme GIRAUD à M. VIAL, M. FRAYSSE à Mme. MEDINA, M. ROUX à M. SCHRICKE, M. SATRE à M. THIVOLLE.

EXCUSES : Mme DUPENT, MM. JULLION, MARTINEZ P., MARTINEZ D., GERIN, BARRIER (point 1), GABET (point 1).

M. Yves SCHRICKE a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la réunion du 20 juin. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

1/ Zone Plein Sud Green 7 : 2nde tranche.

- Francis Charvet expose que le démarrage de Green 7 a connu un succès supérieur aux estimations prévisionnelles : flux moyen de 7 900 visiteurs / jour et 46 000 visiteurs par semaine. La fréquentation depuis l'ouverture s'est établie à 800 000 visiteurs avec une perspective annuelle de 2 000 000 de visiteurs.

Le groupe Frey, en s'appuyant sur ces résultats, se porte candidat pour poursuivre l'aménagement de Plein Sud sur les terrains disponibles situés au Nord de Green 7. Un plan d'aménagement prévisionnel précise les possibilités d'un aménagement qui reprendrait les caractéristiques de l'espace commercial existant avec la création d'un nouveau giratoire au carrefour avec la RD 51.

- Les grandes lignes du projet et les engagements du groupe Frey peuvent être résumés comme suit :

- Création d'un espace hôtelier (2 hôtels) au sud de la Sanne.
- Des enseignes reconnues ont exprimé leur intérêt pour s'implanter sur Plein Sud : Cultura ; C&A ; KBane. Des restaurants sont également demandeurs : La Boucherie ; Del Arte...
- La question du transfert d'enseignes a été évoquée. Sur les 28 enseignes actuellement installées à Green 7, 3 sont des transferts (Kiabi, Casa, Expert). Le groupe Frey s'engage à contacter les propriétaires des locaux qui seraient concernés par un transfert en vue de leur acquisition pour réutilisation afin d'éviter la création de friches commerciales.

Le bureau communautaire, dans sa majorité, émet un avis favorable pour donner mandat au groupe Frey afin de travailler sur la commercialisation de ces terrains en veillant au respect des engagements pris (hôtels, enseignes, ...) Le conseil communautaire est appelé à prendre position sur cette proposition.

- Plusieurs interventions sont faites à l'issue de cet exposé :

- Christine Masson regrette l'absence de mise en concurrence de plusieurs aménageurs et qu'un blanc-seing soit de ce fait donné au groupe Frey. Elle estime que ce dernier n'a pas tenu ses promesses lors de la commercialisation du Green 7 en démarchant des commerces locaux, ou en ne recrutant pas la personne promise pour l'aide aux commerces de proximité ; il est donc difficile de lui faire confiance pour le futur.
- Jackie Crouail répond que la mise en concurrence des aménageurs a déjà eu lieu préalablement au lancement de la 1^{ère} tranche. Il avait également été décidé l'option de retenir un seul aménageur pour l'ensemble du site.
- Mireille Richoux note que l'ouverture de Green 7 a provoqué des licenciements dans d'autres commerces. Elle souhaite également que le groupe Frey soit mis en concurrence avec d'autres aménageurs.
- Francis Charvet rappelle les études d'aménagement qui ont précédé le choix du groupe Frey. Il était prévu que la zone des Justices soit occupée par des entreprises locales qui auraient besoin de se déplacer pour diverses raisons et que la totalité de la zone Plein Sud soit confiée à un seul aménageur. Le Green 7 ne concerne qu'une partie de la zone Plein Sud et dans un souci de cohérence il est logique de conserver le même aménageur. Le groupe Frey s'engage par ailleurs à gérer les locaux commerciaux qui deviendraient vacants du fait du déplacement d'enseignes. Enfin, Francis Charvet rappelle son souhait de voir aboutir le projet de la Maison des Produits locaux ; le groupe Frey a consenti des efforts conséquents pour l'accueil de cette activité.
- Patrick Barraud partage l'avis consistant à ne pas donner un blanc-seing au groupe Frey.
- Marc-Antoine Chassaing estime que le conseil communautaire actuel n'a pas eu à se prononcer sur le choix du groupe Frey. Il regrette l'absence de qualité architecturale du Green 7, n'est pas convaincu par la continuité d'aménagement proposée, considère que certaines enseignes sont favorisées, regrette l'absence d'autres enseignes d'alimentaire, de bricolage.
- Marcel Berthouard ne souhaite pas refaire le débat sur Plein Sud et rappelle qu'il s'était prononcé contre le projet du groupe Frey. Mais il y a eu un vote démocratique ; il s'abstiendra donc sur la poursuite de ce dossier.

- Jean-Louis Guerry, qui n'est pas un défenseur des grandes surfaces, note que les friches commerciales trouvent actuellement reprenneur pour de nouvelles activités. La CDAC vient ainsi de se prononcer tout récemment en faveur d'un tel dossier touchant 2 commerces du parc du Soleil à Chanas.
 - Francis Charvet relève la nécessité de relancer les contacts entre les commerçants locaux et le groupe Frey au sujet de l'aide promise au commerce de proximité. Il constate également qu'un projet similaire au Green 7 de Salaise se met en place sur la commune de Chasse sur Rhône ; il précise que le Sous-Préfet de Vienne a proposé que le dispositif de recrutement mis en place sur le Green 7 de Salaise y soit également appliqué.
 - Jackie Crouail rappelle que le choix des activités commerciales autorisées sur Plein Sud est traité en conseil communautaire et que si celui-ci le décide, il n'y aura pas de problème pour l'accueil de surfaces commerciales alimentaires, d'électroménager, de bricolage...
 - Mireille Richoux exprime son inquiétude vis-à-vis de la multiplication des grandes surfaces dans le territoire ; il serait souhaitable d'organiser cette mise en concurrence.
 - Baptiste Villemagne note que le chantier du Green 7 n'a pas été exemplaire ; la réalisation présente est fort éloignée des images idylliques qui figuraient dans la présentation du projet. Il n'y a pas eu d'étude sur les activités ayant disparu dans le territoire du fait de ce nouveau pôle commercial.
 - Vincent Couturier rappelle son opposition première au projet. L'extension du Green 7 a des effets positifs notamment avec la création d'hôtels. Il est favorable à cette 2nde tranche en mettant plus de contraintes sur l'emploi, le recrutement des jeunes.
- Le conseil communautaire, par 38 voix pour - 6 contre - 16 abstentions, donne un mandat de principe au groupe Frey pour poursuivre la commercialisation des terrains disponibles de la zone Plein Sud situés au nord de Green 7.

2/ Schéma régional éolien : avis de la CCPR.

- Mireille Richoux rappelle que la loi du 12 juillet 2010 prévoit l'établissement de schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie. Elle prévoit qu'à défaut de tels schémas approuvés en région avant le 30 juin 2012, l'Etat en approuve seul le volet éolien. Le Préfet de Région a transmis, le 29 juin dernier, le projet de schéma régional éolien en demandant un avis sur ce document avant le 31 juillet. La CCPR a demandé un report de cette date à fin septembre. Le conseil communautaire est appelé à émettre un avis sur ce document qui prévoit que 16 communes de la CCPR sur 22 sont classées en zone favorable pour l'accueil de projets éoliens.

Après une présentation par Mireille Richoux des éléments principaux du schéma, les positions suivantes sont émises :

- Marcel Berthouard, au nom des élus du Front de Gauche de la CCPR, donne lecture de la déclaration suivante :
 « Nous sommes comme la plupart d'entre vous pour un développement audacieux des énergies renouvelables dont l'éolien fait partie, avec le solaire, la géothermie, l'hydraulique. La mise en œuvre de l'ensemble de cette politique nouvelle, issue du Grenelle de l'environnement mais aussi de l'ensemble des études réalisées par nos chercheurs, montre qu'elle doit être aussi discutée et débattue d'une manière cohérente par l'ensemble de nos populations car il s'agit de l'avenir. Elle devrait aussi, selon nous, être conduite sous l'égide d'un secteur public de sorte que chaque citoyen soit assuré d'avoir les mêmes droits à l'énergie car elle est devenue un besoin vital comme l'eau et l'air.
 L'ensemble de ces questions, vous le savez, sont très importantes et mériteraient l'ouverture d'un grand débat national. Or, nous devons donner un avis rapide sur un projet néanmoins sensible, limité à l'éolien et sans que nos communes aient eu le temps d'en débattre avec leurs populations et leurs conseils municipaux. L'exemple vécu par la commune de Sonnay devrait nous éclairer.

C'est pourquoi, n'ayant ni le temps, ni les moyens d'organiser cette consultation des populations, nous donnons un avis défavorable au projet. En effet, son contenu est intéressant, mais il est loin de prendre en compte l'ensemble de la question des énergies évoquées au Grenelle de l'environnement et, surtout, il ne permet pas d'ouvrir un débat sérieux et cohérent avec les citoyens. »

- Luc Monin rappelle que la commune d'Assieu a été contactée par 2 sociétés pour l'implantation de sites éoliens. 2 réunions publiques ont été organisées ; la population s'est montrée très réticente vis-à-vis de ces projets et le conseil municipal s'était prononcé contre.
- Josiane Xavier relève l'intérêt d'avoir un schéma pour déterminer les sites potentiels d'accueil de l'éolien ; il devra par ailleurs y avoir débat au sein des conseils municipaux.
- Jean Meyrand est surpris par les résultats de cette étude au vu des contraintes de vitesse du vent à prendre en compte. Le schéma ne semble pas avoir suffisamment intégré cet élément.
- Mireille Richoux note que ce n'est qu'un schéma de zonage. Il ne s'agit pas d'une décision sur le bien-fondé d'installations de l'éolien ; il ne faut pas confondre zonage et décisions d'implantation. Les décisions d'implantation restent du ressort des communes. Elle regrette que les gens soient en faveur de divers projets à condition qu'ils ne se fassent pas chez eux.
- Gilles Ronzel exprime son étonnement vis-à-vis de la position des élus du Front de Gauche, il estime qu'il faut bien une première étape pour aller vers les énergies renouvelables et l'éolien.
- André Mondange partage la position de Marcel Berthouard. Il sera difficile de s'opposer à des projets éoliens si le conseil communautaire émet un avis favorable sur le schéma régional. Il faut mettre en application la démocratie participative et consulter les populations.
- Antoine Galera partage la nécessité de consulter les populations des communes concernées mais il faut aussi demander l'avis des communes limitrophes.
- Roberte Di Bin relève qu'à l'issue du schéma, il y aura forcément des études d'impact adaptées à la réalité de chaque site.
- Maryse Dihl insiste sur la notion de service public. Elle est défavorable à un projet mené au profit d'un opérateur privé qui revend l'électricité plus cher que son coût à l'opérateur public. C'est la question de la privatisation du marché de l'électricité qui est posée.
- Jackie Crouail expose qu'il a été contacté par 4 opérateurs privés et qu'aucune étude de vent n'a abouti.
- Denis Chambon déplore qu'on ne prenne pas en compte l'avis des populations ; la création de zones de développement éolien impactera toutes les communes de la CCPR.
- Baptiste Villemagne note qu'une demande d'avis a son importance et que la réponse engage son auteur pour le futur.
- Josiane Xavier rappelle que la démocratie participative a été très limitée lors de la construction des centrales nucléaires.
- Francis Charvet note qu'une approbation du zonage entraînera son intégration dans les documents d'urbanisme (PLU). Il émettra un avis défavorable sur ce schéma en rappelant que les décisions d'implantation de l'éolien restent du ressort des communes.

Le conseil communautaire émet un avis défavorable au projet de schéma régional éolien (12 voix pour le schéma, 24 contre le schéma, 26 absentions).

3/ Logement social.

3.1/ Programmation et financement des opérations.

- Marcel Berthouard expose que plusieurs opérations de logements sociaux sont actuellement bloquées par la direction départementale des territoires pour des motifs divers notamment la territorialisation des objectifs du PLH par commune.

La DDT est prête à accepter des transferts de logements d'une commune à une autre sous réserve que le conseil communautaire définisse au préalable les périmètres de mutualisation. Il est également précisé que cette mutualisation n'est possible qu'à l'échelle de territoires « regroupant des communes contigües de même typologie sur un espace limité ».

Marcel Berthouard rappelle que ces types de blocages n'étaient pas évoqués lors de l'élaboration du PLH et qu'ils empêchent des projets qui vont dans le bon sens.

- Gabriel Girard cite l'exemple de la commune de la Chapelle de Surieu qui a bâti un projet d'une quinzaine de logements conforme aux objectifs du SCOT, du PLH et qui est bloqué par les interprétations restrictives de la DDT.
 - Roberte Di Bin expose que la DDT impose 2 bailleurs sociaux différents pour un programme unique de 28 logements sur Sablons.
 - Francis Charvet précise que la DDT refuse un financement d'opération sur Saint Maurice l'Exil au motif que ce projet ne serait pas implanté en centre urbain.
 - Gabriel Girard propose au conseil communautaire le vote d'une délibération de protestation contre les positions de la DDT. Francis Charvet propose de demander au Préfet de l'Isère une rencontre avec une délégation d'élus du pays roussillonnais.
 - Patrick Bédia est favorable à la proposition de délibération et propose d'interpeller la ministre du logement Cécile Dufflet.
 - Yves Schricke relève que le critère de communes contiguës peut intégrer plusieurs communes.
 - Jackie Crouail évoque les difficultés financières rencontrées par les bailleurs sociaux pour la réalisation de programmes sociaux, l'incidence des ventes d'une partie de leur patrimoine qui sort de ce fait du parc de logement social, les contraintes constructives imposées aux habitations situées à l'intérieur des périmètres des Plans de Prévention des Risques Technologiques.
 - Christine Masson évoque la situation des communes qui ont des obligations de constructions de logements sociaux émises par le PLH mais qui ne peuvent les réaliser pour des contraintes d'urbanisme ; c'est la situation de la commune du Péage de Roussillon qui compte déjà 23 % de logements sociaux. Il faut donc prendre en compte la réalisation des objectifs de logement social au niveau territorial et non communal.
- Le conseil communautaire unanime adopte une délibération demandant que les opérations de logement social actuellement bloquées puissent obtenir les financements nécessaires et sollicite Monsieur le Préfet de l'Isère pour une rencontre à ce sujet avec une délégation d'élus du pays roussillonnais.

3.2/ Aides financières de la CCPR.

Marcel Berthouard expose que l'action 4 du PLH « aider la production de locatifs publics réellement abordables réalisés en PLUS et PLAI » prévoit les modalités d'attribution des participations financières de la CCPR : 3 000 € par logement PLUS et 4 000 € par logement PLAI.

L'action 6 du PLH « réaliser un programme d'accession sociale pour favoriser le parcours résidentiel » prévoit une aide au bailleur de 3 000 € par logement en accession sociale et 4 000 € par logement en location accession.

Le conseil communautaire unanime approuve l'attribution des participations financières de la CCPR aux opérations suivantes qui remplissent les conditions requises :

Commune	Bailleur	Opération	PLUS	PLAI	Accession sociale	Location accession	Total subvention
Agnin	Habitat dauphinois	Cœur de Village	5	1			19 000 €
Bougé Chamalud	Habitat dauphinois	Les Vergers du soleil T2	10	3			42 000 €
Salaise sur Sanne	SDH	Les Sables T1	22	6			90 000 €
Salaise sur Sanne	Isère Habitat	Les Sables T1			13		39 000 €
Le Péage de Roussillon	Immobilière de la Vallée du Rhône	Le Carré des Amandiers				8	32 000 €
							222 000 €

- Le montant total des 3 aides au locatif atteint 151 000 € pour une enveloppe budgétaire annuelle prévisionnelle de 246 000 € alors que les aides aux 2 programmes d'accession s'élèvent à 71 000 € pour une enveloppe budgétaire annuelle prévisionnelle de 89 000 €.

4/ Acquisitions foncières.

4.1/ Parkings gare SNCF St Clair - Les Roches de Condrieu.

- Christine Masson expose que le conseil communautaire du 20 juin dernier a approuvé le projet d'acquisition d'un ensemble de parcelles, d'une surface totale de 7 668 m², situées à proximité de la gare SNCF St Clair du Rhône - Les Roches de Condrieu, le long de la RD4, aux fins d'aménagement d'un parking. Ces parcelles, appartenant à des propriétaires différents, ont fait l'objet par France Domaine d'une estimation globale de 100 000 €.

- Il a été demandé à France Domaine des estimations individualisées. Dans 3 avis du 5 juillet 2012, France Domaine a retenu les valeurs suivantes pour les parcelles concernées :

AB 104 (4 658 m²) propriété du GIE CASPER = 61 000 €

AB 132 et 252 (2 819 m²) propriété de Rhodia Chimie = 37 000 €

AB 253 (191 m²) propriété du département de l'Isère = 200 €

- Le conseil communautaire unanime confirme sa décision d'acquérir ces parcelles au vu des estimations individualisées de France Domaine.

4.2 Acquisitions foncières Clonas sur Varèze.

Après présentation par Francis Charvet, le conseil communautaire unanime autorise l'acquisition des parcelles AK 264, 265, 267, 291, d'une surface totale de 3 100 m², au prix de 850 € conforme à l'avis de France Domaine du 2 juillet 2012. Ces parcelles sont situées en bordure des RD37b et RD4 et n'ont pas vocation à rester dans le patrimoine départemental notamment après l'aménagement du carrefour giratoire de Clonas.

5/ TRIDAN : mise en place des groupes thématiques.

- Francis Charvet expose que l'entente territoriale TRIDAN a décidé la mise en place de 2 groupes thématiques : développement économique et transports-déplacements-infrastructures de circulation. Un groupe thématique se compose de 20 membres soit 4 élus par EPCI. Le conseil communautaire est appelé à désigner les représentants de la CCPR au sein des 2 groupes thématiques.

- Le conseil communautaire unanime élit comme représentants de la CCPR :

* Groupe thématique développement économique : Roberte Di Bin, Christine Masson, Patrick Barraud, Gilles Vial.

* Groupe thématique transports-déplacements-infrastructures de circulation : Christine Masson, Jean-Louis Guerry, Claudius Thomas, Henri Thivolle.

6/ Environnement.

6.1/ Plan départemental d'élimination des déchets ménagers : contrat d'objectifs.

Mireille Richoux expose que le PEDMA de l'Isère est un document de planification de la gestion des déchets à l'échelle départementale qui doit permettre de répondre à 3 objectifs :

- Produire le moins de déchets possible.
- Recycler le plus possible dans des conditions économiquement acceptables avant toute autre modalité de traitement.
- Traiter les déchets résiduels dans les installations de traitement thermique existantes.

Pour atteindre les objectifs chiffrés inscrits dans le PEDMA, la commission du plan a prévu de fixer des objectifs locaux de prévention de la production de déchets, de valorisation des déchets et de traitement définis à partir des contraintes et ressources de chaque EPCI, par le biais d'un contrat d'objectif. Il est donc proposé de définir les modalités de ce partenariat entre la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et le Conseil Général pour la mise en œuvre d'actions.

- Mireille Richoux relève les difficultés rencontrées dans les déchetteries du fait de la quantité de déchets verts collectés. Elle évoque 2 dossiers importants à traiter à court terme : la création d'une grande déchetterie mixte particuliers et professionnels à créer au sud du territoire, la mise en place d'une taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères « incitative » faisant intervenir la quantité de déchets collectés dans le coût réglé par l'utilisateur (dispositif du Grenelle de l'Environnement).

- André Mondange évoque les difficultés rencontrées par les usagers du fait de la limite fixée à 1,5 m³ de déchets déposés par jour. Il serait aussi intéressant de rechercher des solutions pour le traitement des déchets verts des professionnels.
- Le conseil communautaire unanime approuve le contrat d'objectifs liant le département de l'Isère et la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais.

6.2/ Locaux industriels ou commerciaux : exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

- Mireille Richoux expose que l'article 1521 du Code Général des Impôts permet aux organes délibérants des groupements de communes, compétents pour l'institution de la TEOM, de déterminer annuellement les cas où les locaux à usage industriel ou commercial peuvent être exonérés de taxe.

- 4 entreprises ont demandé à bénéficier de cette exonération et remplissent les conditions exigées (non utilisation du service de collecte et traitement des déchets ménagers) pour être exonérées de la TEOM en 2013 :

Carrefour - 165 RN7 Salaise :	26 044 € (base 2009)
Mc Donald's : RN7 Salaise :	500 € (base 2010)
Brico-Cash : le Parc du Soleil Chanas :	7 300 € (base 2009)
SCI Le Luzin : 5001 route de Chavanay Clonas sur Varèze :	1 037 € (base 2011)

- Patrick Bédiaat évoque les nuisances causées par les déchets cartonnés de Mc Donald's sur de nombreux espaces. Mireille Richoux expose que la CCPR est déjà intervenue mais que dès qu'il y a vente, il y a transfert de propriété.

- Le conseil communautaire unanime approuve les exonérations de TEOM proposées.

7/ Subventions : actions spécifiques maison de pays.

Patrick Barraud expose qu'une subvention de 13 100 € avait été attribuée en 2011 pour des actions spécifiques de la maison de pays mais n'a pas été versée du fait des dates d'engagement de ces actions. Celles-ci sont actuellement réalisées. Il est donc proposé au conseil communautaire le versement d'une subvention complémentaire de 13 410 € afin de correspondre à la réalité des dépenses engagées.

Le conseil communautaire unanime approuve le vote de cette délibération.

8/ Agriculture : conventions avec la Chambre d'Agriculture et le CTIR.

Jean-Louis Guerry expose que le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur la poursuite du partenariat avec la Chambre d'Agriculture et le comité territorial de l'Isère Rhodanienne par la signature de 2 conventions.

- Le programme d'actions dégage 3 grands axes :

- Soutenir une agriculture créant de la valeur ajoutée sur le territoire (circuits courts, projet halle fermière, filière maraîchère, ...)
- Préserver les équilibres fonciers.
- Améliorer les relations agriculture-territoire : maîtrise de l'érosion, pratiques environnementales, lutte contre l'ambrosie, colloque sur l'eau, ...

Les participations financières 2012 sont identiques à 2011 (17 426 € pour la Chambre d'Agriculture et 2 000 € pour le CTIR) et figurent dans la liste des subventions 2012 votées le 20 juin dernier.

- Gérard Forcheron relève le gros travail effectué par la chambre d'agriculture sur les circuits courts et la maison des produits du terroir. Mireille Richoux y associe les interventions effectuées sur l'ambrosie.

Le conseil communautaire unanime approuve les conventions avec la chambre d'agriculture et le comité territorial de l'Isère Rhodanienne.

9/ Personnel communautaire : création de postes.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, décide la création des postes suivants :

- ❖ 1 poste à temps complet d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal 2^{ème} classe afin de permettre l'avancement de grade d'un agent en poste à la piscine Charly Kirakossian.
- ❖ 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe à temps complet. Il s'agit d'attribuer à un agent à temps non complet les horaires d'un agent qui a quitté le conservatoire.
- ❖ 2 postes d'assistant d'enseignement artistique à temps complet pour le conservatoire. Il s'agit de répartir entre 2 agents à temps non complet le temps de travail d'un 3^{ème} agent qui a quitté le conservatoire.
- ❖ 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 1^{ère} classe à temps incomplet (7,16/20^{ème}) afin d'adapter le temps de travail de l'agent aux heures d'enseignement régulièrement effectuées.

10/ Isère aménagement.

- Christine Masson expose que l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales impose aux organes délibérants des collectivités locales détenant des actions de sociétés d'économie mixte de se prononcer une fois par an sur le rapport qui leur est soumis par leur représentant. La CCPR détient des actions de la SPL Isère Aménagement ; Christine Masson est la représentante de la CCPR.

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le rapport de l'exercice clos au 31 décembre 2011 qui a débuté le 13 juillet 2010. Le chiffre d'opération de ce premier exercice s'élève à 5 284 000 €. Le résultat comptable de l'exercice est de - 25 635,59 €. La situation nette de la société s'élève à 274 364,41 € pour un capital de 300 000 €.

Le rapport évoque les perspectives pour 2012 : hausse du capital, chiffre d'affaires de 1M € avec un résultat d'exploitation équilibré (+ 21 000 €).

- Christine Masson expose par ailleurs que la SPL Isère Aménagement envisage de porter son capital de 300 000 € à 1 200 000 €. La CCPR est interrogée sur une augmentation modique de capital qui passerait de 9 000 € à 12 000 €. Cette évolution est rendue nécessaire par la montée en charge de la société, notamment sur les opérations en concession ; cette augmentation ouvre également le capital à 2 nouvelles entités (La Tour du Pin et le syndicat mixte de la ZIP Salaise Sablons).

Le Bureau propose au conseil communautaire d'apporter une réponse favorable à cette demande.

- Christine Masson rappelle que la SPL Isère Aménagement peut intervenir sur toute opération d'aménagement : logement, économie, loisirs, équipements collectifs... Une collectivité adhérente n'a pas à lancer de procédure de consultation préalable pour engager ce type d'opération.

- Marc Antoine Chassaing estime que la CCPR a payé 9 000 € sans avoir de contrepartie. Christine Masson note que la participation de la CCPR lui permet de solliciter la SPL à tout moment.

- Patrick Bédiaat s'interroge sur l'utilité d'une telle structure et d'une participation de la CCPR à la hausse de capital proposée. Christine Masson répond que cette dernière s'explique par l'augmentation globale du capital de la société et que si la CCPR n'y participe pas elle risque de perdre son rang dans la SPL.

- Josiane Xavier demande si la SPL pourra intervenir sur des opérations de l'entente TRIDAN. Il est répondu que la SPL ne peut intervenir que sur le territoire de l'Isère.

- Patrick Barraud note qu'il n'a pu solliciter Isère Aménagement pour une opération sur le SYRIPEL car ce dernier intègre une commune du département du Rhône. Il note aussi que la principale interrogation porte sur les motifs qui font qu'on n'utilise pas plus cette SPL.

- Francis Charvet rappelle que la SPL a été récemment constituée, note l'intérêt de participer à la hausse de capital proposée et relève l'entrée du syndicat mixte de la ZIP Salaise Sablons dans le capital de la société.
- Le conseil communautaire unanime approuve le rapport d'activité de l'exercice clos au 31 décembre 2011.
- Le conseil communautaire unanime moins 7 abstentions approuve la hausse de capital de la SPL Isère Aménagement et l'augmentation de 3 000 € de la participation de la CCPR qui passe de 9 000 à 12 000 €.

11/ Rapport d'activités 2011 Territoires 38.

Jackie Crouail, représentant de la CCPR à la SEM Territoires 38, expose que le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le rapport de l'exercice 2011. Les comptes de 2011 affichent un résultat comptable de - 13 225,69 €. La situation nette de la société s'établit à 4 865 809 € pour un capital de 1 703 996 €. Le conseil communautaire unanime approuve le rapport proposé.

12/ Economie : mise à disposition de moyens matériels à Initiative Rhône-Pluriel.

Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à autoriser la mise à disposition de moyens matériels à l'association Initiative Rhône Pluriel. Un chargé de mission sera installé dans les locaux de la CCPR ; son objectif sera d'accompagner les porteurs de projets de créations ou reprises d'entreprises sur les communautés de communes du Pays Roussillonnais et du Pilat Rhodanien. La mise à disposition a lieu à titre gratuit. Le conseil communautaire unanime approuve la convention de mise à disposition.

13/ Marchés publics.

13.1/ Marchés publics d'assurances.

Francis Charvet expose que le marché actuel d'assurances de la CCPR arrive à échéance le 31 décembre prochain. Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 16 mai selon la procédure d'appel d'offres ouvert. 23 entreprises ont retiré un dossier de consultation et 22 dossiers ont été déposés. Le marché est établi pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2017.

Il est décomposé en 6 lots :

- Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes bâtiments divers.
- Lot 2 : Dommages aux biens et risques annexes ateliers relais.
- Lot 3 : Responsabilité civile et risques annexes ateliers relais.
- Lot 4 : Flotte automobile et risques annexes.
- Lot 5 : Protection juridique des agents et des élus.
- Lot 6 : Tous risques instruments de musique.

La commission d'appel d'offres de la CCPR, dans sa réunion du 27 juin 2012, a retenu les entreprises suivantes :

Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes bâtiments divers	Groupe Cabinet Pilliot/BTA	21 900 € TTC
Lot 2 : Dommages aux biens et risques annexes ateliers relais	Groupe Cabinet Pillot/BTA	4 000 € TTC
Lot 3 : Responsabilité civile et risques annexes ateliers relais	Groupe Paris Nord Assurances/AREAS	RC générale 9 843,96 € TTC
		atteintes environnement 5 847,20 € TTC
Lot 4 : Flotte automobile et risques annexes	SMACL	protection juridique 996,00 € TTC
		flotte auto 8 342,87 € TTC
		option march. transportées 428,10 € TTC
		option auto collaborateurs 1 244,16 € TTC
		option auto mission 375,55 € TTC
		option tous risques engins 5 195,30 € TTC

Lot 5 : Protection juridique des agents et des élus	Groupement Paris Nord Assurance/AREAS/CIVIS	268,65 € TTC
Lot 6 : Tous risques instruments de musique	SMACL	3 062,84 € TTC

Le conseil communautaire unanime autorise la signature de ces marchés par le Président.

13.2/ Marchés communautaires compte rendu des décisions prises par délégation.

Par délibération du 25 novembre 2009 modifiée par délibération du 17 novembre 2010, le conseil communautaire a donné diverses délégations au Président, conformément aux articles L 2122-23 et L 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Francis Charvet rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

- * Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre sur opération de voirie - Lot 18 - Rue des Arnaudes/Clos/RD131c - Aménagement de sécurité - Commune de Roussillon : INGEROP - Résiliation du marché.
- * Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre sur opération de voirie - Lot 19 - Avenue Berthelot - Renforcement et capacité - Commune de St Clair du Rhône : INGEROP - Résiliation du marché.
- * Avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre sur opération de voirie - Lot 8 - Aménagement de la montée de Planissieux - Commune de Chanas : INGEROP - Résiliation du marché.
- * Marché pour le nettoyage du gymnase Pierre Quinon à Salaise sur Sanne - TRAVERSIER NETTOYAGE pour un montant de 18 286,84 € TTC.
- * Avenant n°3 - Création graphique pour les documents de communication : LIGNE OVALE - création d'un prix supplémentaire - Sans incidence financière.
- * Avenant n°1 pour la réhabilitation de la piscine de Roussillon - Lot 2 Electricité : GRENOT remplacement de l'éclairage principal de la piscine de Roussillon par des projecteurs LED, pour un montant de 19 352 € HT soit un impact financier de 35,71 % par rapport au montant initial du marché.
- * Avenant n°1 au marché de signalisation horizontale - DSR - Suppression de la retenue de garantie - Sans incidence financière.
- * Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre sur opération de voirie - Lot 25 : Rue Vaillant Couturier - Commune de Salaise sur Sanne - ARTELIA VILLE ET TRANSPORT, coût définitif de la rémunération du maître d'œuvre d'un montant de 76 980,78 € soit une diminution de 43,89 % du montant initial.
- * Avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réhabilitation du centre de planification et d'éducation familiale - Avenue Jean Jaurès à Roussillon : mise en place d'un groupement de commande entre 3D INGENIERIE et EAD - Sans incidence financière.

14/ Finances

Francis Charvet présente les 2 dossiers relatifs aux finances communautaires :

14.1/ Décision modificative n°2 au BP 2012.

- Le conseil communautaire unanime approuve la DM2 au BP 2012 sans incidence budgétaire attribuant 12 000 € de crédits aux comptes 165 (dépôts et cautionnements) en dépenses et recettes. Ces crédits permettront de gérer les dépôts et versements de cautions effectués par les gens du voyage lors de leurs stationnements sur les aires d'accueil de la CCPR.

Francis Charvet et Jackie Crouail font par ailleurs un point sur les dernières installations non autorisées des gens du voyage sur plusieurs sites du pays roussillonnais.

14.2/ Admission en non-valeur.

Une créance de 1 € n'a pas été réglée sur un titre de recettes de 2009 émis à l'encontre d'Arcellor Mittal Packaging pour des reventes de matériaux. Le règlement a été de 3 291,64 € au lieu de 3 292,64 €. Le conseil communautaire unanime autorise la mise en non-valeur de cette différence de 1 €.

15/ Mission d'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA - Convention avec le département de l'Isère.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, renouvelle pour 2013 sa demande de participation financière auprès du département de l'Isère pour la mise en œuvre de la mission assurée par l'animateur local d'insertion dans le cadre de sa mission de référent unique RSA.

Cette mission s'exerce dans le cadre du parcours « emploi renforcé » des allocataires du RSA qui sont soumis à des droits et devoirs dans une démarche de définition d'objectifs communs, de moyens à décliner et des modes d'évaluation des résultats. Le département de l'Isère a apporté en 2012 une aide de 16 480 €.

16/ Schéma départemental de coopération intercommunale.

- Francis Charvet informe le conseil communautaire qu'une réunion de la commission départementale de coopération intercommunale, ayant pour objet la mise en œuvre du schéma départemental, se tiendra le lundi 24 septembre.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

**Le Président,
F. CHARVET**